



# Convention relative aux droits de l'enfant

Distr. générale

22 mai 2014

Français

Original: anglais/espagno/français

---

## Comité des droits de l'enfant

### Quinzième réunion

New York, 25 juin 2014

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**Élection de neuf membres du Comité des droits de l'enfant, conformément à l'article 43 de la Convention relative aux droits de l'enfant tel que modifié (voir la résolution 50/155 de l'Assemblée générale)**

## Élection de neuf membres du Comité en remplacement de ceux dont le mandat vient à expiration le 28 février 2015

### Note du Secrétaire général\*

1. Conformément à l'article 43 de la Convention relative aux droits de l'enfant, la Réunion des États parties à la Convention se tiendra, à l'invitation du Secrétaire général, au Siège de l'Organisation des Nations Unies le mercredi 25 juin 2014, aux fins de l'élection de neuf membres du Comité des droits de l'enfant à choisir sur la liste des personnes désignées par les États parties pour remplacer celles dont le mandat vient à expiration le 28 février 2015 (voir annexe I). On trouvera à l'annexe II le nom des neuf autres membres qui continueront à siéger au Comité jusqu'au 28 février 2017.

2. Comme le prévoit la procédure spécifiée au paragraphe 4 de l'article 43 de la Convention, le Secrétaire général a adressé le 25 février 2014 une note verbale aux États parties, les invitant à lui communiquer, dans un délai de deux mois, le nom des candidats désignés par eux. On trouvera dans le présent document toutes les notices biographiques qui ont été communiquées avant le 25 avril 2014. Les candidatures reçues après le 25 avril 2014 feront l'objet d'additifs à la présente note.

3. Le Secrétaire général a l'honneur de présenter ci-après, conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 43 de la Convention, la liste, dans l'ordre alphabétique, des personnes désignées pour siéger au Comité des droits de l'enfant, dans laquelle sont aussi indiqués les États parties dont émanent les candidatures. Les notices biographiques des personnes désignées, fournies par les États parties concernés, figurent dans les annexes III à XIII du présent document.

---

\* Soumission tardive.



<i>Nom des candidats</i>	<i>État partie dont émane la candidature</i>
M <sup>me</sup> Suzanne Aho <b>Assouma</b>	Togo
M <sup>me</sup> Hynd Ayoubi <b>Idrissi</b>	Maroc
M. Jorge <b>Cardona Llorens</b>	Espagne
M. Bernard <b>Gastaud</b>	Monaco
M <sup>me</sup> Norah Amilcar <b>Jean-François</b>	Haïti
M <sup>me</sup> Mirna Antonieta Perla <b>Jiménez</b>	El Salvador
M. Hatem <b>Kotrane</b>	Tunisie
M. Gehad <b>Madi</b>	Égypte
M <sup>me</sup> Louisa <b>Oussedik-Chalal</b>	Algérie
M. José Angel <b>Rodríguez Reyes</b>	Venezuela (République bolivarienne du)
M <sup>me</sup> Kirsten <b>Sandberg</b>	Norvège

4. En outre, conformément au paragraphe 12 de la résolution 68/268 de l'Assemblée générale, des informations sur la composition actuelle du Comité des droits de l'enfant, rendant compte de l'équilibre entre les sexes et de la répartition géographique des experts, de leur expérience professionnelle, de la représentation des différents systèmes juridiques et de la période d'exercice des membres actuels figurent dans les annexes I et II au présent document, ainsi que dans les notices biographiques des membres actuels, qui peuvent être consultées sur la page Web du Comité ([www.ohchr.org/EN/HRBodies/CRC/Pages/Membership.aspx](http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/CRC/Pages/Membership.aspx)).

5. Au paragraphe 13 de la résolution 68/268, l'Assemblée générale a encouragé les États parties à veiller, lors de l'élection d'experts des organes conventionnels, à ce qu'il soit tenu compte dans la composition des organes conventionnels, conformément aux instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme, d'une répartition géographique équitable, d'une représentation des différentes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques, d'une représentation des sexes équitable et de la participation d'experts handicapés.

## Annexes

### Annexe I

#### Membres du Comité des droits de l'enfant dont le mandat vient à expiration le 28 février 2015<sup>1</sup>

<i>Nom</i>	<i>Pays de nationalité</i>	<i>Membre depuis</i>
M <sup>me</sup> Agnes Akosua <b>Aidoo</b> (démission le 31 octobre 2013)	Ghana	2007
M <sup>me</sup> Aseil <b>Al-Shehail</b>	Arabie saoudite	2011
M. Jorge <b>Cardona Llorens</b>	Espagne	2011
M. Bernard <b>Gastaud</b>	Monaco	2011
M <sup>me</sup> Maria <b>Herczog</b>	Hongrie	2007
M. Hatem <b>Kotrane</b>	Tunisie	2003
M. Gehad <b>Madi</b>	Égypte	2011
M <sup>me</sup> Kirsten <b>Sandberg</b>	Norvège	2011
M <sup>me</sup> Hiranthi <b>Wijemanne</b>	Sri Lanka	2011

<sup>1</sup> En ce qui concerne l'expérience professionnelle des membres du Comité des droits de l'enfant et les différents systèmes juridiques représentés, voir les notices biographiques de chacun des membres, sur la page Web du Comité, sous la rubrique «Membership», en cliquant sur le nom de chaque membre. Voir [www.ohchr.org/EN/HRBodies/CRC/Pages/Membership.aspx](http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/CRC/Pages/Membership.aspx).

**Annexe II****Membres du Comité des droits de l'enfant dont le mandat vient à expiration le 28 février 2017**

<i>Nom</i>	<i>Pays de nationalité</i>	<i>Membre depuis</i>
M <sup>me</sup> Amal <b>Aldoseri</b>	Bahreïn	2013
M. Peter <b>Gurán</b>	Slovaquie	2009
M <sup>me</sup> Olga A. <b>Khazova</b>	Fédération de Russie	2013
M. Benyam Dawit <b>Mezmur</b>	Éthiopie	2013
M <sup>me</sup> Yasmeen <b>Muhamad Shariff</b>	Malaisie	2013
M. Wanderlino <b>Nogueira Neto</b>	Brésil	2013
M <sup>me</sup> Sara <b>Oviedo Fierro</b>	Équateur	2013
M <sup>me</sup> Maria Rita <b>Parsi</b>	Italie	2013
M <sup>me</sup> Renate <b>Winter</b>	Autriche	2013

## Annexe III

### **Suzanne Aho Assouma (Togo)**

**Date et lieu de naissance:** 12 août 1952, à Saigon (Viet Nam)

**Langues de travail:** français et anglais

#### **Situation/fonctions actuelles**

Maire adjointe de la ville de Lomé.

#### **Principales activités professionnelles**

Chargée des questions relatives aux femmes et aux enfants; établissement des actes de naissance et autres actes d'état civil; coopération-jumelage; contentieux; mariages; campagnes de sensibilisation relatives aux droits de l'enfant (enfants perdus, abandonnés, en conflit avec la loi, orphelins du VIH/sida, maltraités). Traitement de toutes les affaires concernant les enfants. Je suis également chargée des activités socioculturelles de la brigade pour mineurs.

Causeries-débats sur les droits de l'enfant dans les établissements scolaires. J'apporte également une assistance aux mères dont les enfants ont été abandonnés par leur père, au moyen d'actions en justice auprès du juge pour enfants.

#### **Études**

Obtention du diplôme des assistants sociaux à Abidjan (Côte d'Ivoire), après des études primaires au Bénin et à Paris et des études secondaires au Bénin, au Togo et en Corrèze (France); titulaire du baccalauréat A4.

#### **Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat**

Engagée, depuis plus de trente ans, dans la lutte pour la promotion et la protection des droits des enfants abandonnés. 1979: Fonctionnaire à la Division de protection et de promotion de la jeunesse à la Direction générale des affaires sociales du Togo. Je crée le Service social près du Tribunal de Lomé et en assure la responsabilité durant quinze ans. 1993: Directrice de la Protection et de la promotion de la famille et de l'enfance au Ministère des affaires sociales. Face à l'absence de code des mineurs, à la dissémination des textes existants et à leur méconnaissance par les acteurs, j'entreprends un travail de recherche et de regroupement de ces textes dans un volume «De la protection des enfants mineurs dans la législation togolaise». Mon approche inclusive de la protection des enfants prend en compte les familles en détresse, sans oublier le cas particulier des familles de réfugiés et la prise en compte des personnes du troisième âge. Membre du Comité des experts des droits de l'enfant de l'Union africaine (le mandat a été interrompu en raison de ma nomination à un poste ministériel). 1997: J'ai présenté le rapport initial du Togo sur les droits de l'enfant au Comité des droits de l'enfant à Genève. Fondatrice du Comité pour la scolarisation de la jeune fille, en particulier les filles internées dans les couvents vaudou.

## Annexe IV

### Hynd Ayoubi Idrissi (Maroc)

#### Études

Docteur en droit. Spécialité: droits de l'homme, sur le thème «Protection des droits de l'enfant au Maroc: constances et défis»

Université Pierre Mendès France, Grenoble (France), 1998

#### Expérience professionnelle

**Décembre 2009:** Professeur habilité.

**Septembre 2005-septembre 2009:** Vice-doyen chargé de la recherche scientifique et de la coopération.

**2002-2004:** Directrice des relations internationales au Ministère des droits de l'homme.

**À partir de novembre 1999:** Professeur de droit à la faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Souissi – Rabat.

#### Activités de recherche

##### Articles et communications publiés

- Vers une plus grande effectivité de la Convention de lutte contre toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. REMALD, n° 68, 2006.
- L'exploitation des femmes et des enfants à des fins lucratives. REMALD, n° 70, 2006.
- Droits des femmes et évolution des droits humains au Maroc. «Le féminin en miroir: entre orient et occident», Édition Le Fennec, 2005.
- Nouvelle législation de la famille et droits de l'enfant au Maroc. Revue marocaine de droit des affaires et des entreprises, n° 13, octobre 2007.
- Élargissement de l'établissement de la filiation en droit marocain. Mars 2007, publication de la Cour suprême à l'occasion du cinquantenaire de sa création.
- Droits économiques et sociaux de la femme au Maroc. Journée d'étude, Association marocaine des droits humains, juin 2005 (en arabe).
- Rôle du Parlement dans la promotion de la femme dans les postes de décision. Revue marocaine de droit des affaires et des entreprises, n° 16, mai 2009 (en arabe).
- Construction de la paix en Afrique et droits des femmes, avril 2010 (en cours de publication par l'Institut des études africaines, Université Mohammed V-Souissi).
- Enfants migrants non accompagnés en droit international des droits de l'homme, mai 2012, Université Mohammed V-Souissi.
- Mécanismes de suivi de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant au Maroc: vers un mécanisme indépendant. Conférence internationale, Ministère des affaires de la femme et de la famille, UNICEF, Tunis, 28 et 29 septembre 2012.
- Droit, culture: quelle gouvernance des droits des femmes au Maroc, décembre 2013. Congrès de l'association internationale pour la recherche interculturelle, Université Mohammed V-Souissi.

### **Production d'outils de vulgarisation des droits**

- Contribution à l'élaboration d'une version simplifiée du Code de la famille, intitulée «La Moudawana autrement», réalisée par le Secrétariat d'État chargé de la famille, de l'enfance et de l'intégration des handicapés et la GTZ, 2005.
- Contribution à la traduction du Code de la famille avec le professeur Abderrazak Moulay Rchid (faculté de droit-Souissi) et le professeur Mohammed Louakili (faculté de droit-Agdal), janvier 2005.

### **Responsabilités scientifiques**

- Membre fondateur de la chaire UNESCO «La femme et ses droits», faculté de droit-Souissi, Rabat.
- Membre du Centre marocain des études et des recherches sur «Les professions judiciaires et juridiques», faculté de droit-Souissi, Rabat.
- Membre de l'équipe de recherche en «Démocratie et libertés fondamentales», faculté de droit-Souissi, Rabat.
- Membre de l'Association internationale des magistrats de la jeunesse et de la famille, Suisse.
- Experte auprès du CICR, de la CESAO «Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale»; Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes); de l'ONG internationale Terre des hommes, du Réseau euroméditerranéen des droits de l'homme.

### **Réalisations en matière de droits de l'homme**

- Étude en cours sur les violences sexuelles à l'encontre des enfants au Maroc, commanditée par l'association Amane et l'UNICEF (2013-2014).
- Préparation du second rapport national du Maroc au titre de l'Examen périodique universel, janvier 2012, commandité par la Délégation interministérielle aux droits de l'homme.
- Préparation d'une étude sur la mise en place d'un mécanisme national de recours pour les enfants victimes de violation de leurs droits, commanditée par le Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH), l'UNICEF et l'Organisation internationale de la Francophonie, mai 2010.
- Préparation du rapport national Beijing+15, commandité par le Ministère du développement social, de la famille et de la solidarité, juin 2009.
- Préparation du rapport «Les politiques sectorielles en matière de droits de l'homme», commandité par le CCDH dans le cadre de la préparation du Plan d'action national en matière de démocratie et de droits de l'homme, décembre 2008.
- Participation à la finalisation du rapport du Maroc élaboré dans le cadre de l'Examen périodique universel, février 2007.

[Pour d'autres réalisations en matière de droits de l'homme, voir l'appendice ci-après.]

## Appendice

[Français seulement]

### Notice biographique de Hynd Ayoubi Idrissi (Maroc) (suite)

#### Réalisations en matière de droits de l'homme

- Préparation du deuxième rapport périodique du Maroc sur la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, juin 1999.
- Préparation des troisième et quatrième rapports périodiques du Maroc sur la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, mars 2006.
- Préparation du deuxième rapport périodique du Maroc sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant, juin 2000.
- Préparation du troisième rapport périodique du Maroc relatif à la mise en œuvre de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, 2002.
- Préparation du cinquième rapport périodique du Maroc sur la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, 2004.
- Préparation du troisième rapport périodique du Maroc relatif à la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, 2004.
- Préparation du rapport initial du Maroc relatif à la mise en œuvre du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, 2004.
- Membre de la délégation officielle présentant les rapports du Maroc aux organes conventionnels: Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, Comité des droits de l'enfant, Comité contre la torture, Comité des droits économiques, sociaux et culturels et Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.
- Coordination de l'harmonisation de la législation nationale avec la Convention relative aux droits de l'enfant, 2000-2002.
- Conception et coordination des activités du Ministère des droits de l'homme pour la célébration du dixième anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant, novembre 1999.
- Coordination et supervision du Comité technique créé par le Premier Ministre au sein de la commission interministérielle chargée des libertés publiques et des droits de l'homme, pour présenter des propositions en vue de lever les réserves du Maroc sur les six principaux instruments relatifs aux droits de l'homme ratifiés (Pacte international relatif aux droits civils et politiques, Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Convention contre la torture, Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes), octobre 2003-juin 2004.

- Coordination et préparation du rapport national sur le suivi du Sommet mondial pour les enfants, 2000.
- Participation aux sessions préparatoires de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, tenue en 2002 à New York.
- Membre de la délégation marocaine à la Commission des droits de l'homme à Genève, 2003.
- Membre de la délégation marocaine au congrès de Yokohama sur la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants, décembre 2001.
- Coordination de la Commission nationale du droit international humanitaire, octobre 2003-juin 2004.
- Organisation du Séminaire national pour l'élaboration d'un plan d'action national relatif à la mise en œuvre de la Déclaration et du Plan d'Action de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, intitulé «Un monde digne des enfants», 6 et 7 mai 2004.
- Rapporteuse dans plusieurs manifestations nationales et internationales.

## Annexe V

### Jorge Cardona Llorens (Espagne)

**Lieu et date de naissance:** Valence (Espagne), 30 avril 1957

**Langues de travail:** espagnol (langue maternelle), français (lu, parlé et écrit), anglais (connaissance élémentaire)

#### Situation/fonctions actuelles

- Professeur de droit international à l'Université de Valence.
- Membre du Comité des droits de l'enfant.

#### Principales activités professionnelles

- Membre du Comité chargé par l'Organisation de la jeunesse ibéro-américaine de vérifier l'application de la Convention ibéro-américaine relative aux droits des jeunes par les États parties à cet instrument (depuis 2010).
- Expert juridique de la Conférence des ministres de la justice des pays ibéro-américains (COMJIB) dans le domaine des droits de l'homme (2009-2011).
- Ancien membre du Comité des sages de la Cour interaméricaine des droits de l'homme, chargé d'étudier la réforme du système interaméricain des droits de l'homme.
- Directeur de la bibliothèque dépositaire des publications des Nations Unies de Valence (depuis 2009).
- Directeur de l'Observatorio del Refugio de Valence, qui coopère avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) (depuis 2010).
- Membre du groupe d'experts du Comité «Commerce et développement durable», institué par l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part (depuis 2012).
- Conseiller du Royaume d'Espagne devant la Cour internationale de Justice pour la question de la déclaration d'indépendance du Kosovo et conseiller juridique de différents États, en particulier pour les questions relatives aux investissements étrangers, aux réformes législatives visant à mettre le droit interne en conformité avec les normes du droit international et aux contentieux internationaux.
- Membre du Conseil d'administration du bureau de l'UNICEF à la Communauté de Valence.
- Président de l'Instituto Mediterráneo de Estudios Europeos (2002-2010).
- Membre du comité scientifique de la *Revista Española de Derecho Internacional* (1990-1998 et depuis 2011).
- Titulaire de la chaire Henri Rolin à l'Université de Louvain-la-Neuve et à la Vrije Universiteit Brussel (2009).
- Directeur (et fondateur) des cours euroméditerranéens Bancaja de droit international (depuis 1997) et directeur de la section «Droit international» du Centre international pour la paix et le développement (médaille d'or Mahatma Gandhi de l'UNESCO pour la paix) (1997-2009).
- Président du Centre d'études et de relations internationales (depuis 2007).
- Titulaire d'une chaire Jean Monnet de l'Union européenne en droit (depuis 1997).

## Études

- Maîtrise avec mention «Premio extraordinario» (1980).
- Doctorat avec mention «Premio extraordinario», Université de Valence (1984).

## Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

a) Au sein du Comité des droits de l'enfant, en plus des activités menées en tant que rapporteur pour plusieurs pays et coordonnateur ou membre de plusieurs équipes spéciales de pays dans le cadre du dialogue avec les États:

- Rapporteur pour la modification du Règlement intérieur du Comité et de ses méthodes de travail (dans le cadre de la réforme des organes conventionnels et de l'amélioration constante des méthodes de travail du Comité);
- Membre du groupe de travail chargé de l'élaboration de l'Observation générale n° 14 (2013) sur le droit de l'enfant à ce que son intérêt supérieur soit une considération primordiale (art. 3, par. 1);
- Membre du groupe de travail chargé de l'élaboration de l'Observation générale n° 16 (2013) sur les obligations des États concernant les incidences du secteur des entreprises sur les droits de l'enfant;
- Membre du groupe de travail créé pour préparer l'entrée en vigueur et la mise en œuvre du troisième Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant;
- Point focal du Comité dans le cadre du projet relatif à l'application et au suivi de l'Observation générale n° 16;

b) Dans le domaine académique:

- Membre du conseil de direction du mastère «Droits de l'homme, paix et développement durable» de l'Université de Valence et du Programme international de doctorat dans le domaine des droits de l'homme, qui a obtenu la «mención de calidad» du Ministère espagnol de l'éducation;
- Membre du conseil de direction du mastère «Études internationales et Union européenne» de l'Université de Valence;
- Professeur dans le cadre du diplôme universitaire sur les droits de l'enfant, cours dispensé par l'Université de Valence en collaboration avec l'UNICEF;
- Professeur invité par diverses universités et instituts universitaires et scientifiques d'Europe, d'Amérique latine et d'Afrique (Angers, Barcelone, Bello Horizonte, Bogotá, Buenos Aires, Caracas, Casablanca, Cergy-Pontoise, Clermont-Ferrand, La Corogne, Costa Rica, Grenade, Madrid, Marrakech, Naples, Palerme, Panama, Paris I, Paris II, Paris Sud, Paris X, Rome-La Sapienza, Rome-Tor Vergata, Séville, Tunis II, Tunis III, cours de l'Académie de droit international de La Haye, cours du Comité juridique interaméricain à Rio de Janeiro, Cours euroméditerranéens Bancaja de droit international, etc.);
- Participation à plus de 200 congrès et colloques nationaux et internationaux et direction d'une cinquantaine de travaux de recherche et d'une dizaine de thèses de doctorat dans le domaine des droits de l'homme en général et des droits de l'enfant en particulier.

[Pour plus de précisions sur les activités principales du candidat dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel concerné, voir l'appendice ci-après.]

## Appendice

[Espagnol seulement]

### Datos biográficos adicionales de Jorge Cardona Llorens (España)

#### Otras actividades principales en el campo relacionado con el órgano correspondiente, en el ámbito de la cooperación al desarrollo

- Miembro de diversos órganos consultivos de la Administración y Patronatos de Fundaciones en materia de cooperación al desarrollo y derechos humanos (Consejo Valenciano de Cooperación al Desarrollo; Fundación por la Justicia; Comité Valenciano de Ayuda Humanitaria; Patronato Sud-Nord de cooperación al desarrollo de la Universidad de Valencia, etc.).
- Director de proyectos de la Fundación por la Justicia, que participa en acciones de cooperación al desarrollo, orientadas siempre desde la perspectiva de los derechos humanos, en India, Etiopía, Sierra Leona, Senegal, El Salvador, Haití, Estado Plurinacional de Bolivia o Paraguay. De las actividades de la Fundación, tiene una especial relación con la promoción y protección de los derechos de los niños su participación en los siguientes proyectos: “Programa para reducir las prácticas tradicionales dañinas en la mujer”, realizado en colaboración con Kembatta Women’s Self Help Center (KMG) en Etiopía (cuyos objetivos generales son capacitar a la comunidad para la lucha contra la mutilación genital femenina y otras formas de prácticas tradicionales dañinas, capacitar a las mujeres, adolescentes y niñas para que conozcan y reclamen por sus derechos, y reducir la violencia de género en las zonas rurales del país, concretamente en los distritos de Tedele y Kebena); “Cooperación con la Diamond Child” en Sierra Leona (escuela-taller que acoge a niños, niñas y jóvenes más desfavorecidos, en especial, antiguos niños soldados, orientada a la reinserción mediante la educación con el objetivo de brindarles una profesión y un mejor futuro en su país); cooperación con el Centro de acogida de huérfanos Ramdha Udhist en Daramsala (India); o acciones para reducir la discriminación de los niños albinos en Senegal; todos ellos desarrollados a través de la Fundación por la Justicia.
- Participa en el diseño y aplicación de proyectos de empoderamiento de niños especialmente vulnerables en España. Entre otros: Programa de inserción socio-laboral con menores infractores; Programa de integración escolar y laboral de niños con síndrome de Down; Programa de apoyo a niños autistas y sus familias, etc.

#### Publicaciones más recientes en ese campo:

Autor de más de centenar y medio de publicaciones de derecho internacional (en especial, de derechos humanos, derecho de los tratados, derecho de la responsabilidad internacional, derecho de las organizaciones internacionales, derecho internacional económico, mantenimiento de la paz y la seguridad internacionales, etc.) En los últimos tres años sus publicaciones en el ámbito específico de los derechos humanos:

- “Diritti umani e diversità nelle abilità individuali: dalla discriminazione alla inclusione.” *Ragion Pratica. Revista de filosofía práctica*. 2011, pp. 185–212.
- “Human Rights and the Inclusive Society”. En *Globalization and Human Rights: Challenges and Answers from a European Perspective*, pp. 51–72. Editorial: Springer Netherlands, 2012.

- “El tercer Protocolo de la Convención de los Derechos del Niño: la consagración del niño como sujeto de derechos humanos y los nuevos desafíos del Comité de los Derechos del Niño”, *Revista do Instituto Brasileiro de Direitos Humanos*, vol. 12 N° 12, pp. 211–228, 2012.
- “La Convención sobre los Derechos del Niño: significado, alcance y nuevos retos”, *Educatio siglo XXI*. N° 30, pp. 47–68. 2012.
- “La Convención de los derechos del niño: significado, alcance y nuevos retos”, en *Temas de actualidad jurídica sobre la niñez*. pp. 1–18, Ed.: Porrúa (México), 2012.
- “Droits de l’enfant et secteur privé: existe-t-il un besoin de Convention contraignante?”, en *Droits de l’enfant et secteur privé: amener les États et les entreprises a remplir leurs obligations*, Institut International des Droits de l’Enfant, pp. 72–85, 2012.
- “La Convención Iberoamericana de Derechos de la Juventud y los sistemas internacionales de protección de derechos humanos en los ámbitos universal y regional”, en *Estudio sobre la Convención Iberoamericana de Derechos de los Jóvenes*, Editorial: OIJ. Sitio internet: [http://www.oij.org/file\\_upload/publicationsItems/document/20130114165345\\_51.pdf](http://www.oij.org/file_upload/publicationsItems/document/20130114165345_51.pdf).
- “Worrying Tendencies: children’s criminalization” (edito), en *News de l’Institut International des droits de l’Enfant*. pp. 1–3. 2012. Disponible en Internet en: [http://www.childrights.org/html/site\\_en/](http://www.childrights.org/html/site_en/).
- “La Convención sobre los Derechos del Niño: significado, alcance y nuevos retos”. En *Revista Educatio Siglo XXI*.30, pp. 47–68. 2012.
- “El derecho de las personas con discapacidad intelectual al acceso al empleo público en España: una propuesta a la luz de la Convención sobre los derechos de las personas con discapacidad.” En *La perspectiva de derechos humanos de la discapacidad*, pp. 119–161. Tirant lo Blanch, 2012.
- “Hacia el fortalecimiento del sistema de órganos de Tratados de Derechos Humanos de las Naciones Unidas”, en *Nuevas fronteras del derecho de la Unión Europea. Liber amicorum: José Luis Iglesias Buhigues*, pp. 969–983 (España): Tirant lo Blanch, 2012.
- “Vers la révision du système conventionnel de contrôle des droits de l’homme?” (Editorial). *European Society of International Law. Newsletter*. pp. 1–3. European Society of International Law, 2012. Disponible en Internet en: <http://www.esil-sedi.eu/english/February%202012.xps>.
- “La evaluación y determinación del interés superior del niño.” *Revista Española de Derecho Internacional*, vol. LXV-2, pp. 253–258, 2013.
- “Droit à l’éducation des enfants en situation de handicap: exclusion, intégration et inclusion”, en *Droit des enfants en situation de handicap*, pp. 49–58. IDE, 2013.
- “Retos, amenazas y esperanzas en el sistema de control y garantía de los derechos humanos en Naciones Unidas”, en *Unity and Diversity of International Law. Essays in Honour of Professor Pierre-Marie Dupuy* (Leiden), 2014.
- “La transposition des droits de l’enfant dans les systèmes juridiques nationaux”, en *Regards croisés sur deux décennies d’application de la Convention des Nations-Unies relative aux droits de l’enfant au Nord et au Sud de la Méditerranée*, Monaco, 2014.

## Annexe VI

### **Bernard Gastaud (Monaco)**

**Date et lieu de naissance:** 10 janvier 1946, Principauté de Monaco

**Langues de travail:** français (langue maternelle), anglais (parlé et écrit), arabe (notions)

#### **Situation/fonctions actuelles**

- Membre du Comité des droits de l'enfant (élu en 2010).
- Observateur auprès de l'Association mondiale des amis de l'enfance (AMADE), présidée par S.A.R. la Princesse de Hanovre.

#### **Principales activités professionnelles exercées**

- Consultant auprès du Département des relations extérieures et de la coopération (Ministère des affaires étrangères de la Principauté de Monaco).
- Membre du Comité des conseillers juridiques sur le droit international public (CAHDI) du Conseil de l'Europe.
- Conciliateur à la Cour de conciliation et d'arbitrage de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

#### **Études**

- Certificat d'études supérieures de maîtrise en lettres (Nice (France)).
- Diplôme d'études supérieures de droit public (Nice (France)).
- Doctorat d'État en droit (Nice (France)).

#### **Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité des droits de l'enfant**

Enseignant auprès du Centre interdisciplinaire des droits de l'enfant de l'Université catholique de Louvain (Belgique).

#### **Liste des publications et interventions les plus récentes dans le domaine des droits l'enfant**

1. «Le renforcement de la coopération entre les organes chargés de mettre en œuvre les mécanismes de suivi du Conseil de l'Europe et de l'Organisation des Nations Unies», intervention prononcée lors de la Conférence du Conseil de l'Europe «Construire une Europe adaptée aux enfants: changer une vision en réalité», Monaco, 21 novembre 2011, à l'occasion d'une table ronde sur le thème «Trouver les pièces manquantes: évaluer la mise en œuvre des droits de l'enfant».

Intervention consultable en ligne sur le site du Conseil de l'Europe: [http://www.coe.int/t/dg3/children/strategyconferencemonaco/Speeches\\_fr.asp](http://www.coe.int/t/dg3/children/strategyconferencemonaco/Speeches_fr.asp).

2. «La collecte des données et la justice juvénile», intervention prononcée lors du sixième Forum relatif aux droits de l'enfant (Bruxelles, 23 novembre 2011). Texte reproduit dans la *Revue de droit monégasque* n° 12, 2013, p. 109 à 118, et consultable en ligne sur le site Internet de l'Observatoire international de la justice juvénile (OIJJ): <http://www.oijj.org/fr/docs/rapport/6eme-forum-relatif-aux-droits-de-l-enfant-la-collecte-des-donnees-et-la-justice-juvenil>.

3. «La Convention relative aux droits de l'enfant et l'ombudsman des enfants», contribution à l'ouvrage collectif publié à l'occasion du vingtième anniversaire du Délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant, Bruxelles, 2012.
4. «Le Comité des droits de l'enfant et la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant», intervention lors de la conférence Montessori Model United Nations, Genève (Suisse), 6 juin 2013.
5. «The impact of migrations on child rights», dix-septième Conférence annuelle de l'ENOC (European Network of Ombudspersons for Children), Bruxelles, 25 septembre 2013. Intervention consultable en ligne sur le site de l'ENOC.
6. «Le droit au jeu est-il un droit mineur?», *Journal du droit des jeunes*, édition belge, n° 328, octobre 2013, p. 31.
7. «Introduction générale: Responsabilités et solidarités», intervention au Colloque de haut niveau: «Regards croisés sur deux décennies d'application de la Convention relative aux droits de l'enfant au Nord et au Sud de la Méditerranée», Monaco, 21 novembre 2013, *Revue de Droit Monégasque*, numéro spécial, 2014.
8. «What are children rights in the context of children working and/or living on the street?», Table-ronde organisée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Singapour, 10 et 11 décembre 2013, intervention non publiée.
9. «Le Comité des droits de l'enfant: dualité et singularité des missions», *Revue de Droit Monégasque* n° 13, 2014 (à paraître).
10. «L'éducation aux droits de l'enfant», *Journal du droit des jeunes*, édition belge, 2014 (à paraître).

## Annexe VII

### **Norah Amilcar Jean-François (Haïti)**

**Date et lieu de naissance:** 6 octobre 1954, Dessaline (Haïti)

**Langue de travail:** français

#### **Situation/fonctions actuelles**

Juge Conseiller à la Défense sociale à la cour d'appel de Port-au-Prince.

#### **Principales activités professionnelles**

- Juge à la cour d'appel de Port-au-Prince.
- Maître de conférences à l'école de la magistrature fonction/enfant.
- Professeure de droit civil et dans les universités privées.
- Conférencière dans le domaine des droits de la personne, en particulier des femmes et des enfants.
- Directrice exécutive du Chapitre haïtien de l'Association internationale des femmes juges (CHAIFEJ).

#### **Études**

- Maîtrise en bonne gouvernance étatique, Université Laval.
- Maîtrise en administration judiciaire, Université d'État d'Haïti.
- Diplôme de l'École nationale de la magistrature (ENM) (France).
- Licence en droit, Université d'État d'Haïti.
- Diplôme de gestion des moyennes et petites entreprises.
- Certificat de fin de cycle de la faculté de linguistique appliquée.

#### **Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité des droits de l'enfant**

- Juge Conseiller à la Défense sociale auprès du Ministre de la justice et de la sécurité publique.
- Point focal désigné auprès du Bureau international du Travail (BIT), chargée de lutter contre le travail des enfants et de préparer la liste des travaux dangereux pour les enfants.
- Promotrice du projet sur la traite des personnes en Haïti, en particulier la traite des femmes et des enfants, en partenariat avec l'AWJ (International Association of Women Judges).

#### **Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine**

- Étude du cadre légal sur le travail forcé des enfants, l'accent étant mis en particulier sur le travail domestique des enfants.
- Le droit à l'éducation: de la prévention à la protection.

- Un nouveau regard sur l'enfance haïtienne.
- Législation haïtienne en vigueur concernant les mineurs.
- Rapport sur la problématique de l'enfance en difficulté en Haïti.

## Annexe VIII

### **Mirna Antonieta Perla Jiménez (El Salvador)**

**Lieu et date de naissance:** 8 janvier 1955, à Nueva Esparta, département de La Unión (El Salvador)

**Langue de travail:** espagnol

#### **Situation/fonctions actuelles**

Avocate et notaire, travaillant également dans les domaines de la promotion et de la défense des droits de l'homme.

#### **Principales activités professionnelles**

Secrétaire générale de l'Université d'El Salvador et juriste depuis vingt-trois ans; chargée de la coordination générale d'un organisme de défense des droits de l'homme à l'Université d'Amérique centrale pendant quatre ans; juge pour mineurs et magistrate de la division civile de la Cour suprême de justice; membre de la Commission pour les mineurs, de la Commission pour les questions de genre; environnement et droit du travail; enseignante à l'Université d'El Salvador pendant dix ans (1977-1987); participation à quatre sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies en tant que représentante de la région d'Amérique centrale pour les droits de l'homme; cofondatrice, en 1994, de l'association Pro-Búsqueda, créée pour rechercher les enfants disparus en El Salvador, association dont elle est toujours membre; cofondatrice, en 1995, du Comité Proniñez y Juventud Tecleña.

#### **Études**

Licence de droit de l'Université d'El Salvador; maîtrise et doctorat en droit public de l'Université autonome de Barcelone; spécialisation en droit des mineurs; maître de conférences dans le domaine des droits de l'homme; formation sur les questions de la justice et du genre; maître de conférences spécialisée dans le genre et la jurisprudence relative à l'égalité.

#### **Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe concerné**

Formulation de plaintes relatives à la disparition d'enfants et soumission de ces plaintes à l'appareil judiciaire salvadorien; saisie d'instances internationales; travaux sur le thème de la préservation de la mémoire historique; participation à l'organisation et à la planification de toutes les activités liées à la soumission de plaintes dans l'affaire du massacre d'El Mozote, commis en 1981 dans le département de Morazán; défense de prisonniers politiques pendant les années 1980; contribution au débat sur la défense du mouvement des droits de l'homme depuis 1993; congrès «Herber Amaya», organisé en hommage aux défenseurs des droits de l'homme qui continuent d'œuvrer pour obtenir justice; organisation de quatre campagnes sur les droits de l'homme pour sensibiliser les jeunes et obtenir l'ouverture d'enquêtes sur les violations des droits de l'homme, quelle que soit la date à laquelle elles ont été commises, notamment pendant le conflit et pendant la période contemporaine, aux niveaux national et international; participation au programme de lutte contre la corruption mené conjointement avec la société civile pour obtenir que des enquêtes soient menées dans les affaires *CEL-ENEL* et *Francisco Flores*.

**Liste des publications les plus récentes dans ce domaine**

- Radiographie des violations des droits économiques, sociaux et culturels en El Salvador.
- Articles sur la situation des droits de l'enfant et de l'adolescent en El Salvador.
- La détention comme mesure de dernier recours.
- La communauté comme solution de substitution à la privation de liberté pour les délinquants mineurs.

## Annexe IX

### **Hatem Kotrane (Tunisie)**

**Date et lieu de naissance:** 25 juillet 1954 à Tunis

**Langues de travail:** arabe, français, anglais

#### **Situation/fonctions actuelles**

Professeur à la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales, Université de Carthage de Tunis.

Membre du Comité des droits de l'enfant (ONU) depuis 2003.

#### **Principales activités professionnelles**

Enseignements: droit civil, droit social, droits de l'homme.

Encadrement de travaux de recherche (mastère et doctorats).

Président de jury de recrutement d'enseignants universitaires en droit privé et en droit social: assistants, maîtres-assistants et maîtres de conférences.

Formation de formateurs en droits de l'homme.

#### **Études**

- 1977: Licence en droit, faculté de droit et des sciences politiques de Tunis.
- 1978: DEA (mastère) en droit social, Université de Paris 1, Panthéon-Sorbonne.
- 2001: DEA (mastère) en droit international privé, Université de Paris 1, Panthéon-Sorbonne.
- 2002: Doctorat d'État en droit social, 1982, Université de Paris 1, Panthéon-Sorbonne, thèse intitulée: «L'ordre public en droit social international».
- 2004: Agrégation en droit privé, Université de Tunis.

#### **Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat**

- Ex-Expert indépendant auprès de la Commission des droits de l'homme, chargé de la question d'un projet de protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (2000-2001).
- Membre du Comité supérieur des droits de l'homme et des libertés fondamentales (1991-2011).
- Rapporteur général de la Conférence des pays francophones, préparatoire à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Libreville (Gabon), 1993.
- Membre du Groupe d'experts arabes, chargé de la révision de la Charte arabe des droits de l'homme (HCDH – Ligue des États arabes), Le Caire, 2004.
- Rapporteur général de la Conférence régionale pour les pays du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord concernant l'étude des Nations Unies sur la violence à l'égard des enfants, Le Caire, 27-30 juin 2005.

- Rapporteur général du dix-huitième congrès de l'Association internationale des magistrats de la jeunesse et de la famille (AIMJF) organisé du 21 au 24 avril 2010 à Tunis en partenariat avec l'Association tunisienne des droits de l'enfant (ATUDE), sur le thème général: «Unis dans la diversité. Protection des enfants en justice juvénile dans les principaux systèmes juridiques».
- Médiateur (médiations dans des affaires d'enlèvement international d'enfants).

**Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine**

- 2000: *Mondialisation de l'économie et défi de la cohésion sociale – Le cas de la Tunisie*, édition du Centre de publication universitaire (CPU), Tunis.
- 2005: Guide des droits économiques, sociaux et culturels, publication de l'Institut arabe des droits de l'homme, Tunis.
- 2012: «The right to education in the Arab States - Review of national legal and policy frameworks - Regional synthesis report», UNESCO, 2012.
- 2012: Importance de l'insertion des droits économiques, sociaux et culturels dans les constitutions des pays arabes, publication du Réseau des ONG arabes pour le développement (Arab NGO's Network for Development, ANND), novembre 2012, Beyrouth (Liban).
- 2014: Les droits de l'enfant dans les États arabes, 25 ans après! (en cours de publication).

## Annexe X

### Gehad Madi (Égypte)

**Date et lieu de naissance:** 13 novembre 1951 au Caire (Égypte)

**Langues de travail:** anglais et arabe

#### **Situation/fonctions actuelles**

Membre du Comité des droits de l'enfant depuis mars 2011.

#### **Principales activités professionnelles**

- 2008-2011, Vice-Ministre des affaires étrangères et Directeur du Corps diplomatique et consulaire. Responsable du recrutement, de la nomination du personnel diplomatique à l'étranger et de l'évaluation des résultats des différents départements du ministère, des missions diplomatiques et du personnel diplomatique.
- 2004-2008, Ambassadeur d'Égypte au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.
- 1998-2002, Ambassadeur d'Égypte en Inde.
- 2002-2004, Vice-Ministre adjoint aux droits de l'homme et aux affaires humanitaires.
- Plusieurs postes dans le corps diplomatique égyptien à l'étranger, dont celui de conseil juridique de la Mission permanente de l'Égypte auprès de l'Organisation des Nations Unies (ONU) à New York.

#### **Études**

- Bachelor of Arts en langue et littérature allemandes, Université Ain Shams, Le Caire (Égypte).
- Licence en droit (LLB), Université Ain Shams, Le Caire (Égypte).

#### **Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité des droits de l'enfant**

En tant que Vice-Ministre adjoint aux droits de l'homme et aux affaires humanitaires:

- Rôle crucial dans le lancement et la mise en place du Conseil national des droits de l'homme de l'Égypte. Supervision des questions relatives à la mise en œuvre par l'Égypte de ses obligations dans le domaine des droits de l'homme, y compris dans le domaine des droits de l'enfant;
- Coordonnateur des activités menées par les départements pertinents de l'État dans le domaine des droits de l'homme;
- Coordonnateur des programmes pour les questions liées aux droits de l'enfant;
- Présidence du comité chargé d'analyser les obligations découlant du processus de retrait des réserves de l'Égypte aux articles 20 et 21 de la Convention relative aux droits de l'enfant;

- Participation au lancement d'une campagne nationale pour la révision de la loi sur l'enfance de 1996, à l'issue de laquelle le Parlement a approuvé, en 2008, de nombreuses modifications législatives importantes, dont l'incrimination des mutilations génitales féminines et le relèvement de l'âge minimum du consentement au mariage pour les filles;
- Présidence de la délégation égyptienne dans le cadre de l'élaboration et de l'adoption de la Charte arabe des droits de l'homme.

### **Travaux dans le domaine des droits de l'enfant**

Mes écrits, analyses et rapports sur les droits de l'homme et les droits de l'enfant ont été présentés au Ministère des affaires étrangères, aux services pertinents des pouvoirs publics et au Parlement égyptien dans le cadre de la formulation de politiques et de stratégies et de la promulgation de lois sur des questions liées aux droits de l'homme.

À titre d'exemple, j'ai participé à l'élaboration des documents nationaux relatifs aux droits de l'homme et aux droits de l'enfant ci-après:

- Stratégie nationale pour la protection, la réadaptation et l'insertion des enfants des rues (2003).
- Plan national d'action pour l'éducation des filles, et sept plans d'action locaux destinés aux sept gouvernorats dans lesquels les inégalités entre les sexes sont les plus marquées (2002).
- Enquête nationale sur le travail des enfants en Égypte.

### **Médailles et décorations**

- Ordre du Mérite, Égypte.
- Ordre de la République arabe d'Égypte.
- Ordre du Mérite, Allemagne.

## Annexe XI

### **Louisa Oussedik-Chalal (Algérie)**

**Date et lieu de naissance:** 12 janvier 1956 (Algérie)

**Langues de travail:** français, anglais, arabe

#### **Situation/fonctions actuelles**

Chargée de mission à la présidence de la République où j'exerce depuis 1976, date de mon recrutement.

#### **Principales activités professionnelles**

1976-1984: Administrateur (à la présidence de la République).

1984-1990: Sous-Directrice.

1990-1995: Directrice.

1995-2003: Directrice d'études.

2003 à ce jour: Chargée de mission.

Membre, à ce jour, de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme.

Membre, à ce jour, du Conseil d'orientation du Palais de la culture.

Consultante auprès d'ONG et associations nationales traitant des droits sociaux, économiques, politiques et culturels.

Membre de l'Association des ombudsmans de la Méditerranée (AOM) depuis sa création en 1998.

Membre du réseau NADA, Réseau algérien pour la défense des droits de l'enfant.

#### **Études:**

1956: École Primaire de Frais-Vallon – Bab-El Oued – Alger.

1960: Collège d'Enseignement général El-Mouradia – Alger.

1970: Obtention du Baccalauréat (lycée El Mokrani).

1974: Licence d'enseignement supérieur délivrée par l'Université d'Alger.

1976: Maîtrise en sciences de l'éducation.

2000: Formation d'administrateur et géopolitique de l'humanitaire.

#### **Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité des droits de l'enfant**

- Depuis 2005, membre du comité ad hoc de la Commission des droits de l'homme chargé de l'élaboration des rapports présentés par l'Algérie devant les différents organes conventionnels de l'ONU.
- Participation à la rédaction des troisième et quatrième rapports présentés par l'Algérie sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant.

- 2008: Participation aux réunions consacrées au Plan national pour l'enfance 2008-2015 lancé en décembre 2008 par l'ex-Ministère délégué chargé de la famille et de la condition féminine.
- Membre du Comité chargé du suivi de ce plan national au titre de la Commission nationale des droits de l'homme.
- 2009: Participation à l'élaboration du projet de partenariat entre la Commission nationale des droits de l'homme et l'UNICEF.
- 2009: Promotion d'une enquête sur la situation des enfants nés hors mariage en Algérie et recommandations pour une meilleure prise en charge des problèmes identifiés.
- 2009: Présidente de l'Atelier portant sur la Convention relative aux droits de l'enfant dans les politiques publiques et perspectives.
- Élaboration d'un Guide relatif aux droits de l'enfant inspiré de la Convention relative aux droits de l'enfant distribué dans le cycle primaire à Alger, et étude d'impact.
- 2010: Désignée pour l'encadrement des activités d'éducation et de formation aux droits de l'enfant au sein des établissements scolaires.
- 2010: Campagne pour le droit à l'éducation des enfants en situation de handicap.
- 2010: Participation à l'Atelier thématique organisé par le Réseau NADA sur la violence sexuelle à l'égard des enfants, en concertation avec l'association Amane/Acting for Life.
- 2011: Campagne pour le droit à l'éducation des enfants en situation de handicap.
- 2012: Participation aux travaux relatifs à l'examen des recommandations du Comité des droits de l'enfant issues de l'examen des rapports présentés par l'Algérie en juin 2012.
- 2012: Lancement d'une campagne de sensibilisation pour la création d'un foyer pour les familles des enfants atteints de carcinome des *wilayas* limitrophes, afin de rompre l'isolement de ces enfants déjà éprouvés par la maladie. Actuellement, le projet est en cours d'exécution.
- Visites régulières et inopinées dans les Centres d'accueil des enfants privés de famille et bénévolat.
- 2013: Formation sur les flux migratoires mixtes et les enfants mineurs en situation de vulnérabilité.

### Travaux personnels

- Réflexion sur la protection des enfants nés sous X et proposition d'une loi qui oblige le géniteur à reconnaître l'enfant, soit par ADN, soit volontairement, d'où l'impératif de définir la notion de l'intérêt suprême de l'enfant.
- Élaboration d'un Guide sur la médiation.
- Mise en place d'une cellule de sensibilisation aux engagements internationaux en matière de droits de la femme et de l'enfant.
- Implication dans la création d'un Observatoire des droits de l'enfant et de la femme.
- Plaidoyer auprès des instances nationales pour la ratification du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant ainsi que de la Convention sur les travailleuses et travailleurs domestiques.
- Proposition d'un Code de l'enfant.

## Annexe XII

### **José Angel Rodríguez Reyes (Venezuela, République bolivarienne du)**

**Date et lieu de naissance:** 7 février 1967 à Caracas (Venezuela)

**Langue de travail:** espagnol

#### **Situation/fonctions actuelles**

Conseiller pour les questions relatives à l'enfance auprès d'organismes publics tels que le Défenseur du peuple, l'Institut autonome – Conseil national des droits de l'enfant et de l'adolescent et le Ministère du pouvoir populaire pour les relations extérieures.

#### **Principales activités professionnelles**

Consultant auprès du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), chargé de recueillir les données nécessaires à l'élaboration des troisième, quatrième et cinquième rapports périodiques soumis par la République bolivarienne du Venezuela en application de l'article 44 de la Convention relative aux droits de l'enfant et du quatrième rapport périodique soumis au Comité des droits de l'homme en application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Juge titulaire par voie de concours à la deuxième chambre (jugement) du tribunal de première instance chargé de la protection des enfants et des adolescents de la circonscription de la zone métropolitaine de Caracas. Juge suppléant à la deuxième chambre de la cour d'appel de la même circonscription. Secrétaire exécutif du Conseil moral républicain et Directeur des services de médiation et de conciliation du Défenseur du peuple. Représentant du Défenseur du peuple pour la zone métropolitaine de Caracas.

#### **Diplômes universitaires**

Avocat, maîtrise de droit constitutionnel à l'Université de Valence (Espagne) et maîtrise de droit procédural de l'Université catholique Andrés Bello. Diplômes et cours de spécialisation dans les domaines des droits de l'homme, de la protection des enfants et des adolescents, du droit de la femme à une vie sans violences et des droits des peuples autochtones.

#### **Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel**

Enseignant à la Fondation Juan Vives Suriá, qui relève de l'institution du Défenseur du peuple: cours intitulé «La nouvelle procédure orale dans la loi organique relative à la protection de l'enfant et de l'adolescent», qui fait partie de la formation sur les droits de l'homme des enfants et des adolescents. Instructeur dans le cadre des cours de formation sur la réforme procédurale de la loi organique relative à la protection de l'enfant et de l'adolescent donnés au titre d'un accord entre l'Université catholique Andrés Bello et l'organisation non gouvernementale CECODAP. En 2008-2009, enseignant dans le cadre du programme de formation initiale de l'École nationale de la magistrature destiné aux futurs juges. Invité régulièrement à donner des conférences sur des sujets liés aux droits de l'homme, aux méthodes non judiciaires de règlement des conflits et à la protection des enfants et des adolescents. Membre de l'ONG de défense des droits de l'homme Réseau d'appui à la justice et à la paix.

**Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine**

Manuel de médiation, pour l'Université nationale expérimentale de la sécurité. Articles pour le quotidien *El Universal*.

## Annexe XIII

### **Kirsten Sandberg (Norvège)**

**Date et lieu de naissance:** 1<sup>er</sup> avril 1954 à Oslo

**Langues de travail:** anglais et norvégien

#### **Situation/fonctions actuelles**

Présidente du Comité des droits de l'enfant (2013-2015).

Professeur de droit à la faculté de droit de l'Université d'Oslo, spécialiste du droit de l'enfant.

#### **Principales activités professionnelles**

Présidence des séances du Comité, coopération avec le secrétariat à Genève, représentation du Comité à diverses manifestations, tenue de conférences et participation à des ateliers sur la Convention et les activités du Comité.

Enseignement et activités de recherche en qualité de professeur d'université (droits de l'enfant, droit de l'enfant, droit administratif public, procédure juridique, etc.).

Différents exposés et conférences sur les droits de l'enfant donnés en dehors du cadre universitaire.

#### **Études:**

2003 Doctorat en droit, Université d'Oslo.

1980 Diplôme de droit (*candidata juris*), faculté de droit de l'Université d'Oslo.

#### **Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel**

- Vice-doyenne de la faculté de droit de l'Université d'Oslo (2012-2013).
- Juge de la Cour suprême de Norvège (novembre 2010-février 2011).
- Directrice du Département de droit public et administratif de l'Université d'Oslo (2005-2009).
- Chargée de cours invitée à la faculté de droit de l'Institut universitaire européen de Florence (2009).
- Conférence à l'Université Sungkyunkwan, Séoul (République de Corée) (2012).
- Conférencière invitée à une conférence sur les droits de l'homme à l'Université d'État de Pomor, Arkhangelsk (Fédération de Russie) (2008).
- Maître de conférence invitée à l'Université d'Edimbourg, dans le cadre du programme «Northern Scholars Scheme» (2006).
- Directrice du projet de recherche intitulé «Les droits de l'enfant: l'importance de la Convention relative aux droits de l'enfant dans les pratiques administratives et judiciaires», financé par le Conseil norvégien de la recherche (2006-2011).
- Nombreux cours sur les droits de l'enfant en Norvège et à l'étranger.

---

**Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine****Ouvrages**

Høstmælingen, N, Kjørholt E.S., Sandberg, K. (éd.): *Barnekonvensjonen – barns rettigheter i Norge (La Convention relative aux droits de l'enfant – Les droits de l'enfant en Norvège)*, Oslo: Universitetsforlaget, 2<sup>e</sup> éd., 2012.

Sandberg, K: *Tilbakeføring av barn etter omsorgsovertakelse (La question du retour des enfants après leur placement en famille d'accueil)*, Oslo: Gyldendal Akademisk 2003. 452 pages (thèse de doctorat).

**Articles**

“The Role of National Courts in Promoting Children’s Rights”, in *International Journal of Children’s Rights*, vol. 22, Issue 1, 2014, p. 1 à 20.

“Om barns egen rolle i overvåkingen av FNs barnekonvensjon” (Le rôle des enfants dans la surveillance de l’application de la Convention relative aux droits de l’enfant). I: *Velferd og rettferd: Festskrift til Asbjørn Kjønstad 70 år*. Oslo: Gyldendal Juridisk 2013, p. 493 à 501.

“Rettsforholdet mellom barn og foreldre i utdanningsammenheng – hvem har rett til informasjon, og hvem bestemmer hva” (La relation juridique entre enfants et parents dans le contexte éducatif). I: *Utdanningsrettslige emner*. Oslo: Cappelen Damm 2012 p. 539 à 557.

“Norway: The Long and Winding Road towards Prohibiting Physical Punishment”, in Durrant, J. and Smith, A., *Global Pathways to Abolishing Physical Punishment. Realizing Children’s Rights*, Londres: Routledge, 2011.

“Children’s right to participate in health care decisions”, in Sinding Aasen, H. and Halvorsen, R, *Human rights, dignity and autonomy in health care and social services: Nordic perspectives*, Intersentia, Belgique 2009.

---